

ARRÊTÉ n°2022_B_19579

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'opération 1.1.A du PDR Franche-Comté relatif à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu l'article 9 du règlement 1307/2013 concernant la définition de l'agriculteur actif ;
- Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions relatives au soutien du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013, (UE) n°1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022,
- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, modifié ;

- Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), modifié ;
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales
- Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité, modifié ;
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires, modifié ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/73 de la Commission du 26 janvier 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 en ce qui concerne la modification et le contenu des programmes de développement rural, la publicité de ces programmes, et les taux de conversion en unités de gros bétail,
- Vu le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu le régime cadre exemptés n° SA.61991 (ex SA.42062) relatif aux aides au transfert de connaissance et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 15 juin 2015 jusqu'au 31 décembre 2022,

- Vu le régime cadre exemptés n° SA.60578 (ex SA.40979) relatif aux aides au transfert de connaissance et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 10 mars 2015 jusqu'au 31 décembre 2022,
- Vu le régime cadre exemptés n° SA.58981 (ex SA.40207) relatif aux aides à la formation pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2023,
- Vu le Programme de Développement Rural de Franche-Comté 2014-2020 adopté le 17 septembre 2015 et sa version 11.1 adoptée par la Commission européenne le 31 mai 2022,
- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78 ;
- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L1, L330-1 et suivants (partie législative) et articles D343-3 et suivants (Partie réglementaire) ;
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020, modifié ;
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu la délibération du Conseil régional du 21 février 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,

- Vu la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020,
- Vu la convention tripartite ASP-MAAF-AG du 2 mars 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans l'ex-Région Franche-Comté et son avenant n°1 en date du 26 novembre 2015,
- Vu la convention du 27 mars 2015 relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Franche-Comté pour la période de programmation 2014 – 2020 et son avenant n°1 du 05 mars 2019,
- Vu l'avis favorable du comité de suivi FEADER du 6 avril 2016 sur les critères de sélection du type d'opération 1.1.A.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté.

ARRÊTÉ

Article 1 : Objectifs généraux

Le type d'opération 1.1.A du PDR franc-comtois soutient la mise en œuvre d'actions de formation dans le champ de la formation professionnelle continue pour les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. Il vise l'amélioration ou l'acquisition de connaissances et de compétences dans les domaines répondant aux besoins définis dans le PDR.

Article 2 : Objectifs particuliers

Le présent arrêté définit le cadre général de mise en œuvre du dispositif d'aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences.

Ce dispositif fait l'objet d'un appel à projets, dont le texte figure en annexe de l'arrêté. Il précise les conditions d'éligibilité des actions, des dépenses et des porteurs, ainsi que les conditions d'octroi de l'aide.

Article 3 : Description du dispositif

• Actions éligibles :

Le dispositif soutient la mise en œuvre d'actions de formation dans le champ de la formation professionnelle continue pour les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. Il vise l'amélioration ou l'acquisition de connaissances et de compétences dans les domaines répondant aux besoins définis dans le PDR. Il s'agit de formations courtes (6 heures minimum, 240 heures maximum).

Les actions de formation porteront sur les thématiques suivantes :

Compétitivité de l'agriculture et viabilité des exploitations agricoles, compétitivité des entreprises forestières, organisation de la chaîne alimentaire :

- Stratégie et pilotage des entreprises, développement de l'export,
- Commercialisation des produits agricoles en circuits courts et marchés de proximité : organisation de la logistique, stratégie commerciale et marketing, etc,
- Renouvellement des générations : gestion de l'emploi et développement des compétences, création et transmission d'entreprises,
- Amélioration de la qualité des produits,
- Amélioration des conditions de travail,
- Développement de l'agritourisme : métiers liés à l'accueil touristique et à la création de produits agritouristiques,
- Contractualisation et organisation des filières,
- La prévention des risques sanitaires ainsi que le suivi sanitaire,
- Structuration des entreprises de travaux forestiers,
- Amélioration des processus de première transformation du bois pour répondre aux besoins de la seconde transformation,
- Tri et valorisation du bois.

Renforcement des écosystèmes, utilisation efficace des ressources, transition vers une économie à faibles émissions, et résiliente au changement climatique :

- Préservation des ressources naturelles : qualité des eaux, sol, biodiversité,
- Développement de l'agriculture et des filières biologiques,
- Entretien des espaces pastoraux,
- Techniques innovantes de gestion durable des forêts, adaptation des techniques sylvicoles au regard du changement climatique,
- Gestion forestière dans les espaces classés (Natura 2000...),
- Outils et indicateurs de mesure du stockage de carbone et d'azote,
- Outils de préservation du foncier agricole, forestier et naturel,
- Prospective d'évolution climatique et évolution des systèmes de production,
- Énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie en exploitations agricoles, forestières et industries agroalimentaires,
- Valorisation des déchets et sous-produits en exploitations agricoles, forestières et industries agroalimentaire.

Inclusion sociale, réduction de la pauvreté et développement économique en zone rurale:

- Développement de l'emploi partagé et des outils de mutualisation,
- Renforcement des compétences des salariés permanents et saisonniers,
- Diversification non agricole des exploitations,
- Création d'activité en zone rurale et pluriactivité,
- Rôle des élus locaux et des agents de développement dans la mise en place de stratégies locales de développement agricole, rural et forestier.

Les caractéristiques de ces actions sont précisées dans l'appel à projets.

- **Dépenses éligibles :**

Les dépenses éligibles sont les coûts d'organisation et de mise en œuvre de formations sous forme de cours ou par e-learning :

- Salaires, traitements accessoires et autres avantages, taxes et charges salariales, coûts indirects liés à ces coûts directs de personnel, dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement des formateurs et intervenants nécessaires pour la conception et la réalisation des formations,
- Logistique (location de salles, matériel de formation),
- Supports pédagogiques,
- Prestations de service d'organismes de formation et d'intervenants.

Sont inéligibles :

- Les frais supportés par les stagiaires (frais de repas, d'hébergement, de déplacement et de remplacement des stagiaires),
- Les dépenses liées à l'ingénierie de formation des Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) et Fonds d'Assurance Formation (FAF) OPCA/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).

Les bénéficiaires publics et les bénéficiaires privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics. La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux.

- **Articulation avec d'autres aides publiques :**

Ne sont pas éligibles :

- Le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel au sens de l'article 15 « services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et de services de remplacement sur l'exploitation » du règlement (UE) n°1305/2013 ne sont pas éligibles au titre du type d'opération 1.1.A,
- Les projets aidés au titre du Fonds Social Européen (FSE) :

La ligne de complémentarité entre le FEADER et le FSE est définie par les deux critères suivants :

- Le caractère qualifiant ou non : le FEADER ne traite que de formations non-qualifiantes,
- Le public cible : le FEADER vise exclusivement les actifs des secteurs agricoles, agroalimentaires et forestiers.

Le Programme Opérationnel Franche-Comté et Massif du Jura 2014 - 2020 prend en charge au titre du FSE les publics « demandeurs d'emploi, apprentis, les personnes sous-main de justice », qui ne sont donc pas des actifs des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier.

Dans le Programme Opérationnel National du FSE pour l'emploi et l'inclusion en Métropole :

- Le FSE pourra financer la formation des actifs relevant des champs d'intervention du FEADER et du FEAMP dès lors que ces formations permettent aux actifs de ces secteurs de se reconverter sur une autre activité ou relèvent de formations généralistes (par exemple compétences clés, comptabilité...). Règlementairement, le FEADER n'intervient pas sur ce type de formation,
- S'agissant de la création et de la reprise d'activités, le soutien éventuel du FSE aux secteurs relevant des champs d'intervention du FEADER respecte les lignes de partage définies au niveau régional sur le champ de la création d'activités en général et est circonscrit aux actions non couvertes par les règlements de ces deux fonds. Les formations relatives à la création et à la reprise d'activité ne peuvent relever du FEADER puisque les publics concernés ne sont pas encore des actifs des secteurs agricole, agroalimentaire et forestier au moment de la formation,
- Le FSE ne financera pas la formation des actifs relevant des champs d'intervention du FEADER dès lors que ces formations visent le maintien ou le développement de l'emploi dans ces secteurs : c'est par contre l'objet de la mesure 1 du FEADER,
 - Les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveau secondaire ou supérieur,
 - Les formations qualifiantes : reconnaissance d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) ou d'un Certificat de qualification professionnelle (CQP).

• **Bénéficiaires de l'aide**

Les organismes collecteurs agréés par l'Etat pour la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF) pourront répondre à ces appels à projets, au même titre que d'autres prestataires de formation que sont les organismes de formation. Le cas échéant, les OPCA/FAF proposeront des programmes de formation qu'ils élaboreront et qu'ils mettront en œuvre en recourant à des organismes de formation par sous-traitance ou achat de formations.

Dans ce cadre, ils s'engagent à se conformer à la réglementation nationale, en notamment aux dispositions relatives à la qualité des formations dispensées.

Les conditions d'éligibilité détaillées des porteurs de projets sont précisées dans l'appel à projets.

- **Public cible**

Les actions de formation s'adressent aux publics cibles suivants des secteurs agricole, alimentaire et forestier :

- Exploitants, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiaux,
- Salariés agricoles,
- Sylviculteurs,
- Salariés forestiers,
- Experts forestiers et gestionnaires de forêts,
- Propriétaires de forêts,
- Élus des communes forestières, membres des commissions communales en charge des forêts, agents des communes et des communautés de communes ayant en charge la gestion des forêts,
- Entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers,
- Chefs d'entreprises et salariés des entreprises agroalimentaires et des coopératives agricoles ou forestières répondant à la définition communautaire des petites et moyennes entreprises (PME).

Le dispositif n'est pas ouvert aux PME en zones rurales hors celles des secteurs agricole, alimentaire et forestier, car elles peuvent bénéficier d'autres dispositifs.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide et calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et des taux d'aides publiques (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aides publiques] X [dépense subventionnable]

(*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 63 % du montant de l'aide publique cofinancée.

Le taux d'aide, tous financeurs publics (FEADER inclus), est de 100%.

Pour les dossiers ne relevant pas de l'annexe 1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), le taux d'aide publique appliqué au dossier correspondra au maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat appliqué au dit dossier.

Article 5 : Procédure

Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction, de paiement et de contrôle relèvent du cadre défini dans le PDR Franche-Comté 2014-2020.

A ce titre, les contreparties FEADER sont gérées dans le cadre de sessions de sélection avec enveloppes fermées.

Le présent arrêté est relatif à l'appel à projets ouvert du **1^{er} septembre au 7 octobre 2022**.

La demande d'aide contient au moins les informations ci-dessous pour être recevable :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide.

Le commencement d'exécution est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le «début des travaux» est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis.

Pour entrer dans l'appel à projets en cours, le dossier de demande d'aide FEADER doit être déposé avant la date de clôture de cet appel à projets, en main propre ou par courrier postale (cachet de la Poste faisant foi) à la DRAAF (adresse ci-dessous).

DRAAF de Bourgogne-Franche-Comté

4 bis, rue Hoche – BP 87865

21078 DIJON CEDEX

[http://draaf.bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr](mailto:draaf.bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr)

Les dossiers peuvent également être déposés sur le site de Besançon : 5, voie Gisèle Halimi.

Un exemplaire électronique sera joint (notamment l'annexe 1, au format Excel), à l'adresse suivante : srea.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques, du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Un accusé de réception de dossier complet est alors établi et **le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté.**

Seuls les dossiers complets peuvent être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à candidatures considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction. **Les dossiers déclarés incomplets au 21 octobre 2022 seront rejetés.**

Le dossier de demande d'aide et les autres documents de mises en œuvre (notice et annexes) sont également disponibles en téléchargement sur le site internet <https://www.europe-bfc.eu> (rubrique « appels à projets en cours ») ou sur le site internet de la DRAAF <http://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/>. Ils peuvent également être mis à disposition par la DRAAF sous forme papier ou en version modifiable sur simple demande.

Modalités de sélection des dossiers

Les dossiers de demande d'aide complets seront examinés dans le cadre des appels à projets. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération présentés dans l'appel à projets, répondant aux priorités régionales.

Les dossiers avec une note inférieure à 8 ne pourront pas être financés.

Les dossiers avec une note supérieure seront financés par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe FEADER attribuée à cet appel à projets et des disponibilités financières des financeurs nationaux du dispositif.

Le classement des dossiers sera validé par le comité de sélection.

Pour le présent appel à projets, l'enveloppe FEADER est de 200 000€.

Article 8 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

25 AOUT 2022

Pour la Présidente et par délégation

le directeur général adjoint

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'O' and 'R' followed by a horizontal stroke.

Olivier RITZ

ANNEXES :

Appel à projets – Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences – PDR Franche-Comté

Ouvert du 1^{er} septembre 2022 au 7 octobre 2022.

1. Préambule

En tant qu'autorité de gestion (AG) de la génération des fonds européens 2014-2020, la Région Bourgogne-Franche-Comté conduit l'élaboration, la mise en œuvre et la gestion du programme de développement rural (PDR) couvrant le territoire franc-comtois. À ce titre, pour cette période, la Région dispose d'une enveloppe d'environ 1,385 millions d'euros de FEADER pour ce dispositif.

2. Contexte

Le type d'opération 1.1.A « Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences » du PDR de Franche-Comté soutient la mise en œuvre d'actions de formation dans le champ de la formation professionnelle continue pour les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. Il vise à l'amélioration ou l'acquisition de connaissances et de compétences dans les domaines répondant aux besoins définis dans le PDR.

Pour répondre aux objectifs de ce type d'opération, la Région lance pour le PDR Franche-Comté un appel à projets précisant les modalités de financement et les conditions de sélection des projets au titre de **l'année 2023**.

2. Objectifs de l'appel à projets

L'appel à projets concerne la mise en œuvre d'actions de formation visant à répondre au besoin identifié dans le diagnostic territorial d'approfondissement et de valorisation des connaissances dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la foresterie et d'adaptation aux évolutions attendues.

Une enveloppe de 200 000€ sera consacrée à cet appel à projets pour **l'année 2023**.

3. Règles d'éligibilité

3.1 Actions de formation éligibles

Le dispositif soutient la mise en œuvre d'actions de formation dans le champ de la formation professionnelle continue pour les secteurs agricole, forestier et agroalimentaire. Il vise l'amélioration ou l'acquisition de connaissances et de compétences dans les domaines répondant aux besoins définis dans le PDR.

Il s'agit de formations courtes (6 heures minimum, 240 heures maximum).

Les actions de formation porteront sur les thématiques suivantes :

Compétitivité de l'agriculture et viabilité des exploitations agricoles, compétitivité des entreprises forestières, organisation de la chaîne alimentaire :

- Stratégie et pilotage des entreprises, développement de l'export,
- Commercialisation des produits agricoles en circuits courts et marchés de proximité : organisation de la logistique, stratégie commerciale et marketing, etc,
- Renouvellement des générations : gestion de l'emploi et développement des compétences, création et transmission d'entreprises,
- Amélioration de la qualité des produits,
- Amélioration des conditions de travail,
- Développement de l'agritourisme : métiers liés à l'accueil touristique et à la création de produits agritouristiques,
- Contractualisation et organisation des filières,
- La prévention des risques sanitaires ainsi que le suivi sanitaire,
- Structuration des entreprises de travaux forestiers,
- Amélioration des processus de première transformation du bois pour répondre aux besoins de la seconde transformation,
- Tri et valorisation du bois.

Renforcement des écosystèmes, utilisation efficace des ressources, transition vers une économie à faibles émissions, et résiliente au changement climatique :

- Préservation des ressources naturelles : qualité des eaux, sol, biodiversité,
- Développement de l'agriculture et des filières biologiques,
- Entretien des espaces pastoraux,
- Techniques innovantes de gestion durable des forêts, adaptation des techniques sylvicoles au regard du changement climatique,
- Gestion forestière dans les espaces classés (N2000...),
- Outils et indicateurs de mesure du stockage de carbone et d'azote,
- Outils de préservation du foncier agricole, forestier et naturel,
- Prospective d'évolution climatique et évolution des systèmes de production,
- Énergies renouvelables et maîtrise de l'énergie en exploitations agricoles, forestières et industries agroalimentaires,
- Valorisation des déchets et sous-produits en exploitations agricoles, forestières et industries agroalimentaires.

Inclusion sociale, réduction de la pauvreté et développement économique en zone rurale

- Développement de l'emploi partagé et des outils de mutualisation,
- Renforcement des compétences des salariés permanents et saisonniers,
- Diversification non agricole des exploitations,
- Création d'activité en zone rurale et pluriactivité,
- Rôle des élus locaux et des agents de développement dans la mise en place de stratégies locales de développement agricole, rural et forestier.

Les actions de formation proposées doivent être gratuites pour les stagiaires quand le taux d'aide publique retenu est de 100% des dépenses éligibles, c'est-à-dire dans le cas de projets visant un public agricole ou forestier.

En fin de formation (ou pour chaque action de formation d'un programme de formations), doit être conduite l'évaluation de la formation par les stagiaires (tenue à disposition de l'AG).

Les actions de formation doivent se dérouler sur le territoire du PDR Franche-Comté dans le cas d'actions en présentiel. Dans le cas d'« e-Formation », le siège du prestataire de la formation doit être situé sur le territoire du PDR franc-comtois ou alors la formation doit bénéficier au territoire du PDR franc-comtois.

En ce qui concerne le e-learning, ne sont éligibles que les formations démontrant un échange effectif entre le site internet et le stagiaire. La simple consultation de documents dématérialisés n'est pas éligible. La preuve sera apportée par la conception participative du site, l'inscription préalable obligatoire et l'enregistrement des connexions.

Ne sont pas éligibles :

- Le conseil individuel et les formations de conseillers agricoles chargés de conseil individuel au sens de l'article 15 « Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation » du règlement n°1305/2013,
- Les cours de formation ou d'enseignement qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveau secondaire ou supérieur,
- Les formations qualifiantes : reconnaissances d'un diplôme, d'une certification inscrite au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP : voir le site <http://www.rncp.cncp.gouv.fr/>) ou d'un Certificat de qualification professionnelle (CQP : voir le site <http://www.cncp.gouv.fr/enregistrement-sur-demande/certificat-de-qualification-professionnelle-cree-par-les-branches>).

3.2 Porteurs de projets éligibles

Les bénéficiaires de l'aide sont :

- Les organismes de formation professionnelle continue publics ou privés, déclarés auprès du ministère en charge de la formation professionnelle (DIRECCTE), conformément à la réglementation française,
- Les organismes collecteurs agréés pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF).

Critères d'éligibilité

Pour ce qui concerne les organismes de formation :

Les organismes de formation doivent mettre en évidence la qualification appropriée des formateurs mobilisés au regard de l'action de formation proposée. Leur qualification doit être en relation avec l'action de formation. Les formateurs doivent justifier d'un niveau III de formation ou d'une expérience professionnelle dans le champ de la formation proposée, d'au moins trois ans. Une expérience professionnelle en tant que formateur est aussi requise.

Cette disposition n'empêche par la mobilisation, à l'initiative du formateur, d'un intervenant extérieur ponctuel disposant d'un niveau de formation moindre, mais possédant une expérience avérée sur la thématique de la formation en question.

En outre, les organismes de formation doivent apporter la preuve que les formateurs maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue).

Les attestations correspondantes pourront être demandées.

Les labels, certifications ou normes figurant sur une liste établie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle pourront être pris en compte en lieu et place des CV pour apprécier la qualification des organismes de formation et de leurs formateurs.

Pour ce qui concerne les OPCA/FAF :

L'agrément par l'Etat d'un OPCA/FAF est obligatoire.

Les OPCA/FAF doivent mettre en évidence la qualification appropriée des personnes en charge de la conception, du suivi et de l'évaluation du/des programme/s de formation proposés. Les responsables de formation doivent justifier au minimum, d'un niveau III de formation ou de trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ingénierie de formation.

En outre, l'OPCA/FAF apporte la preuve que ces personnes maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue). Les attestations correspondantes pourront être demandées.

Par ailleurs, l'OPCA/FAF sera chargé de la sélection des organismes de formation mobilisés pour mettre en œuvre les actions de formations prévues au programme de formation. L'ordonnance n°2005-649, la loi n° 2009/1437 et la loi n° 2014-288 imposent aux OPCA/FAF le recours aux procédures d'appels d'offres pour la sélection des organismes de formation. En particulier, comme tous les acheteurs publics, les OPCA/FAF doivent s'assurer de la capacité des organismes de formation à dispenser une formation de qualité.

En outre, lorsqu'ils sélectionnent des organismes de formation intervenant sur des programmes de formation retenus par l'autorité de gestion, les OPCA/FAF doivent inscrire dans les appels d'offres qu'ils organisent, l'ensemble des critères de sélection et les conditions d'éligibilité définis dans cette présente mesure à l'encontre des organismes de formation. Les attestations correspondantes pourront être demandées.

Cette disposition, ainsi que le cadre réglementaire national s'imposant aux OPCA/FAF permettent donc de garantir à l'autorité de gestion, la sélection d'organismes de formation compétents dans le respect de l'article 14 du règlement de développement rural.

Ils pourront être contrôlés par l'autorité de gestion préalablement au versement du FEADER (compte rendus des commissions d'appel d'offres, descriptif de la qualification et des compétences des organismes de formation retenus).

Pour sélectionner un OPCA/FAF ou un organisme de formation, en application des principes de sélection de cohérence et de pertinence, l'AG demandera (appel à projets) les informations suivantes pour chacune des actions de formation (constitutives ou non d'un plan de formation) :

- Responsables (formateur de l'action de formation ou coordonnateur du programme de formations le cas échéant),
- Thème,
- Objectifs visés et résultats attendus,
- Public visé,
- Contribution de la formation aux priorités transversales du développement rural,
- Moyens et modalités de mise en œuvre prévus, méthodes et outils utilisés,
- Budget prévisionnel,
- Modalités d'enregistrement des participants en vue de compléter des indicateurs de suivi,
- Modalités d'information des participants sur le financement du FEADER et de l'Europe.

La cohérence et la pertinence de chacune des actions de formation sera étudiée par l'AG qui pourra sélectionner tout ou partie d'un programme de formation soumis par un OPCA/FAF.

En fin de formation, le bénéficiaire devra organiser l'évaluation de l'action par les stagiaires. Cette évaluation sera tenue à disposition de l'autorité de gestion.

Le bénéficiaire devra enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, ainsi que la présence avec l'émargement par demi-journée de stage.

Le bénéficiaire devra fournir un programme justifiant de la pertinence des outils de transmission de compétences proposés au regard des résultats attendus et du public ciblé.

3.3 Public cible éligible

Les actions de formation s'adressent aux publics cibles suivants des secteurs agricole, alimentaire et forestier :

- Exploitants, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiaux,
- Salariés agricoles,
- Sylviculteurs,
- Salariés forestiers,
- Experts forestiers et gestionnaires de forêts,
- Propriétaires de forêts,
- Élus des communes forestières, membres des commissions communales en charge des forêts, agents des communes et des communautés de communes ayant en charge la gestion des forêts,
- Entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers,
- Chefs d'entreprises et salariés des entreprises agroalimentaires et des coopératives agricoles ou forestières répondant à la définition communautaire des petites et moyennes entreprises (PME).

Le dispositif n'est pas ouvert aux PME en zones rurales hors celles des secteurs agricole, alimentaire et forestier, car elles peuvent bénéficier d'autres dispositifs.

L'enregistrement de l'identité et des coordonnées des stagiaires est obligatoire, ainsi que la présence (émargement par 1/2 journée de stage).

Les participants effectivement présents aux actions seront classés, en fonction de leur origine professionnelle, dans la catégorie adéquate de cette liste, et ceux qui ne correspondent pas à l'une des catégories ne seront pas éligibles à l'action.

Vérification de l'éligibilité du public cible :

Tous les bénéficiaires du FEADER ont la responsabilité de vérifier l'éligibilité du public cible concerné et de tracer sa participation à l'opération par tout moyen qu'ils jugent probant (listes d'émargement complétées et signées par les participants précisant les caractéristiques des actifs qui ont assisté à l'action, listes de diffusion).

Le bénéficiaire devra par ailleurs fournir les justificatifs nécessaires, lors de tout contrôle sur pièces et sur place, portant sur les publics destinataires des actions.

Lors des demandes de paiement, le service instructeur vérifiera systématiquement qu'aucun coût supplémentaire n'a été engendré par la présence d'un public non éligible. En cas d'anomalie détectée ou d'identification de surcoût occasionné par un public non éligible, il procédera au re-calcul de l'aide et, si nécessaire, des pénalités pourront être appliquées conformément au règlement en vigueur. Le montant de la dépense éligible sera reconsidéré par le service instructeur si l'action a bénéficié à un public non éligible conduisant à un surcoût du projet.

3.4 Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les coûts d'organisation et de mise en œuvre de formations sous forme de cours ou par e-learning :

- Salaires, traitements accessoires et autres avantages, taxes et charges salariales, coûts indirects liés à ces coûts directs de personnel, dépenses de déplacement (pris en compte au coût réel), de restauration, d'hébergement des formateurs et intervenants nécessaires pour la conception et la réalisation des formations,
- Coûts indirects liés aux coûts directs de personnel. Conformément à l'article 68, 1-b du règlement (UE) n° 1303/2013, ils sont éligibles à hauteur du taux forfaitaire de 15% des frais de personnels directs éligibles,
- Logistique (location de salles, matériel de formation). Par matériel de formation, on entend les coûts de matériels de formation concernant les locations de matériels, l'acquisition de biens non amortissables, l'acquisition de droits de publication dématérialisée, les maquettes qui sont nécessaires au déroulé de la formation,
- Supports pédagogiques,
- Prestations de service d'organismes de formation et d'intervenants.

Sont inéligibles :

- Les frais supportés par les stagiaires (frais de repas, d'hébergement, de déplacement et de remplacement des stagiaires),
- Dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCA/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).

Les bénéficiaires publics et les bénéficiaires privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics. La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services compétents.

Justification des dépenses prévisionnelles :

Pour toute dépense, il sera procédé à la vérification du caractère raisonnable du coût présenté, par un système d'évaluation approprié.

4. Critères et modalités de sélection des dossiers

4.1 Le service instructeur

Le service régional de l'économie agricole de la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté est le service instructeur des dossiers. Il procède notamment à l'analyse du dossier, son éligibilité et, le cas échéant, demande des informations et/ou des pièces complémentaires aux porteurs de projet. Seuls les dossiers éligibles sont ensuite intégrés dans la procédure de sélection. En cas de dossier inéligible, le porteur de projet se verra notifier le rejet de sa demande et les motifs de ce rejet.

5.2 La procédure de sélection

En conformité avec les règles du FEADER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir les dossiers qui répondent le mieux aux attendus de l'appel à projet, dans la mesure de l'enveloppe financière disponible.

Chaque demande d'aide complète fait donc l'objet d'une analyse et d'un classement par rapport aux autres dossiers. Les projets seront sélectionnés par application de la grille jointe en annexe 1. Les notes attribuées permettent de classer les dossiers. La grille prévoit une note minimale pour accéder au soutien. Les dossiers avec une note supérieure à ce seuil minimum seront financés dans l'ordre décroissant des notes, dans la limite des enveloppes disponibles.

Il n'y aura pas de liste d'attente entre deux appels à projets pour les dossiers qui n'auront pas été sélectionnés.

Le classement des dossiers sera validé par un comité de sélection.

5.3 La décision d'attribution

Les dossiers notés et classés sont présentés pour avis en comité régional de programmation pour l'attribution de la part FEADER.

Le porteur de projet se voit notifier soit l'attribution de l'aide, soit le rejet de sa demande.

6. Taux d'aides publiques (aides nationales et européennes)

Le taux d'aide publique est de 100%, avec un taux de cofinancement FEADER de 63%. Pour les dossiers ne relevant pas de l'annexe 1 du TFUE, le taux d'aide publique appliqué au dossier correspondra au maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat appliqué au dit dossier

L'autofinancement du porteur (pour les organismes reconnus de droit public) ou une subvention d'un financeur national représentent 37% de l'aide.

Dans le cas de projets hors champ de l'annexe I du TFUE, on pourra se référer au régime cadre exempté de notification n° SA 61991 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2022, au régime cadre exempté de notification N° SA 58981 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2022 ou au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides *de minimis*.

7. Responsabilités des bénéficiaires en termes d'obligation de publicité des financeurs

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations en matière de publicité.

Pendant la mise en œuvre de l'opération bénéficiant d'un soutien, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER conformément à l'annexe III du Rd(UE) n° 808/2014.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €

- **Pour tous les projets :** apposer pendant la durée de l'opération (jusqu'au paiement final de l'aide) au moins une affiche (dimension minimale: A3) ou une plaque présentant des informations sur le projet, mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union, en un lieu aisément visible par le public.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Pendant la mise en œuvre de l'opération, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le Feader en donnant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut- être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union. Le site doit également comporter les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion ainsi que un hyperlien pointant vers le site web de la Commission relatif au Feader : http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/index_fr.htm et vers le site <https://www.europe-bfc.eu/>.

Les éléments seront présentés en page d'accueil (sans que l'internaute n'ait besoin de faire défiler la page).

Ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- *pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide*
- *pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.*

Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

- **Pour les projets impliquant des investissements matériels (infrastructures, matériel ou construction) :**
 - o **Pendant la mise en œuvre de l'opération :** un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)
 - o **Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux :** un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.
- **Pour les projets n'impliquant pas d'investissements :** une affiche de format A3 (42x29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Sur toute publication (brochures, dépliants, lettres d'information, par exemple) une indication claire, sur la page de titre, de la participation de l'Union, ainsi que l'emblème de l'Union et celle de l'autorité de gestion. Ces dispositions s'appliquent également pour ce qui est des informations publiées par voie électronique (bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

8. Constitution du dossier et calendrier de dépôt

Le bénéfice de subventions publiques impose au bénéficiaire le respect d'un certain nombre d'engagements détaillés dans le formulaire de demande ainsi que dans sa notice explicative.

Le formulaire de demande d'aide récapitule également la liste des pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

Le présent arrêté est relatif à l'appel à projets ouvert **du 1^{er} septembre au 7 octobre 2022**. Pour entrer dans l'appel à projets en cours, le dossier doit être déposé avant la date de clôture de cet appel à projets.

Au-delà de la date limite indiquée ci-dessus pour l'envoi, les demandeurs auront jusqu'au **21 octobre 2022** pour compléter leurs dossiers avec certaines pièces (voir formulaire de demande d'aide).

Seuls les dossiers complets au **21 octobre 2022** pourront être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à projet considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide. Les dossiers déclarés incomplets seront déclarés rejetés.

Seuls les dossiers COMPLETS reçus par la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté avant le 21 octobre 2022 (cachet de la poste faisant foi) pourront être étudiés au titre du présent appel à projets

Pour que le dossier soit considéré comme complet, il faut que les rubriques du formulaire soient correctement renseignées et toutes les pièces justificatives soient jointes au formulaire de demande de subvention. Le porteur de projets doit également fournir dans le dossier un document probant attestant de l'obtention d'un cofinancement national.

Les dossiers incomplets à cette date seront rejetés. Ils pourront toutefois être redéposés lors d'un appel à projets ultérieur.

Le dossier de demande d'aide est à déposer en un exemplaire à l'adresse suivante :

DRAAF de Bourgogne-Franche-Comté
Service régional d'économie agricole (SREA)
4 bis, rue Hoche – BP 87865
21078 DIJON CEDEX

9. Date d'éligibilité des dépenses

- Cas de projets n'entrant pas dans le champ de l'annexe I du TFUE :

L'opération ne doit avoir reçu aucun commencement d'exécution avant la date de réception de la demande minimale* par le service instructeur ou par l'autorité de gestion, qui sera indiquée dans le courrier d'accusé de dépôt. Tout commencement d'exécution (devis accepté, versement d'un premier acompte, début physique, etc.) avant cette date rend l'ensemble de l'opération inéligible. Les dépenses devront être acquittées pour la date limite qui sera mentionnée dans la décision attributive de l'aide.

- Cas des projets entrant dans le champ de l'annexe I du TFUE :

L'opération ne doit pas être achevée au moment du dépôt d'une demande d'aide. Pour les OPCA/FAF, cette règle concerne chacune des actions de formation du programme de formation. La date de début d'éligibilité des dépenses est la date de réception de la demande d'aide, indiquée dans le courrier d'accusé de dépôt.

*Le dossier de demande d'aide minimal contient au minimum les informations listées dans l'article 6.2 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 : il doit comporter le formulaire de demande d'aide daté, cacheté et signé et complété de manière à justifier du contenu minimal ci-dessous :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

10. Rappel des principaux engagements

Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, le porteur de projet doit s'engager à :

- Réaliser l'action de formation pour laquelle l'aide est sollicitée,
- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, des engagements, du plan de financement ou du projet,
- Permettre / faciliter l'accès à sa structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet,
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » du formulaire de demande de subvention,
- Communiquer au service instructeur le cas échéant le montant réel des recettes perçues,
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation,

- Respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques,
- Détenir, conserver et fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération (factures, relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableaux de suivi et d'enregistrement du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, tout autre document attestant de l'éligibilité du destinataire de l'action) pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet,
- Vérifier que les destinataires de l'action de formation constituent bien un public éligible. En effet, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de l'éligibilité des participants aux actions qu'il met en œuvre. Le bénéficiaire de l'aide conserve la preuve, sous toute forme probante de cette éligibilité et de la participation du public cible à l'action (listes d'émargement, listes de diffusion, convocations). Le bénéficiaire devra fournir les justificatifs nécessaires, lors de tout contrôle sur pièces et sur place, portant sur les publics destinataires des actions,
- Faire la publicité sur la participation du FEADER dans le financement du projet telle que prévue dans le règlement d'exécution (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

11. Formulaire à compléter, pièces à fournir

La liste des pièces à fournir au service instructeur figure dans le formulaire de demande. Le porteur doit veiller à fournir toutes les pièces correspondant à sa situation. Le dossier de demande d'aide FEADER et sa notice sont à télécharger sur le site internet <https://www.europe-bfc.eu> (rubrique « appels à projets en cours ») ou sur le site internet de la DRAAF <http://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/>.

Pour plusieurs justificatifs, dès lors que le porteur a déjà transmis ces documents à l'administration et l'a autorisée à les communiquer à d'autres structures, il n'a pas à les fournir à nouveau (notamment RIB et K-bis).

12. Suite de la procédure

Le service instructeur enverra un accusé de dépôt au porteur.

Par la suite, il recevra éventuellement un courrier lui demandant des pièces justificatives manquantes, ou complémentaires si nécessaire.

Après analyse de sa demande, il recevra soit une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention, soit une lettre lui indiquant que sa demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Pour obtenir le paiement de la subvention il devra adresser au service instructeur dans des délais respectant les délais inscrits dans la décision attributive, les documents suivants :

- Le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive ; accompagné des indicateurs de réalisation, feuilles de présence et liste de diffusion,
- Les factures acquittées ou complétées par les pièces permettant de vérifier le paiement effectif aux créanciers ou encore par des pièces comptables de valeur probante équivalente, notamment les récapitulatifs des dépenses relatives à l'action financée, certifiés par votre commissaire aux comptes ou votre agent comptable, relevés de compte bancaire, fiches de paie...,
- Toutes les pièces justificatives relatives aux recettes générées par le projet,
- Un compte-rendu d'exécution de l'action,
- Tout document attestant du respect de la publicité du soutien du FEADER et le cas échéant des cofinanceurs nationaux explicitant une attente formelle en matière de publicité,
- Le cas échéant, l'attestation de versement des fonds par les autres financeurs, la subvention du FEADER ne pouvant être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs publics.

Toutes ces informations seront communiquées et précisées au bénéficiaire au moment de l'attribution de l'aide.

Votre attention est attirée sur le fait que la réalisation du projet devra tenir compte des contraintes liées à la fin de gestion de la programmation 2014-2020 : la date limite pour l'acquittement des dépenses est fixée au 31 mars 2024 et la dernière demande de paiement devra être déposée au plus tard le 30 juin 2024.

13. Les contrôles

Le dossier fait l'objet de vérification à différentes étapes :

- Au moment de la demande d'aide : il sera vérifié l'éligibilité du dossier, au regard des caractéristiques de l'appel à projet, et l'exactitude des informations fournies dans le formulaire,
- Lors des différentes demandes d'acompte et au versement du solde : il sera vérifié la conformité de la réalisation par rapport aux prévisions et la cohérence des différentes pièces présentées,
- Lors de ces demandes de paiement, le dossier peut faire l'objet d'un **contrôle sur place**. Le contrôle porte **sur tous les renseignements fournis et sur les engagements**. Le contrôleur doit vérifier les éléments, notamment les informations comptables relatives aux dépenses et aux recettes, indiquées dans le formulaire de demande de paiement et vérifier que les engagements souscrits mentionnés dans la décision attributive ont été respectés. En cas d'anomalie constatée, le service instructeur en informe le porteur et le met en mesure de présenter vos observations.

Pièces pouvant être demandées lors d'un contrôle :

À titre d'exemple et sans que cette liste revête un caractère exhaustif, lors des contrôles administratifs approfondis, les pièces suivantes peuvent être demandées :

- Toutes les factures mentionnées sur les récapitulatifs,
- Pièces relatives aux relations contractuelles avec les organismes de formation,
- Relevés de compte bancaire,
- Tout document permettant de reconstituer le temps de travail consacré à l'action,
- Le cas échéant, les documents relatifs aux procédures suivies et aux contrôles effectués lors de la réalisation de l'action,
- Les modalités de publicité sur l'intervention du FEADER,
- Les justificatifs permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur,
- Tout document ou procédure utilisés ayant permis de vérifier que les participants ou destinataires de l'action étaient des actifs relevant des secteurs agricole, agroalimentaire et de la filière forêt-bois.

14. Les sanctions

Une attention particulière doit être apportée à la qualité des informations fournies dans les demandes d'aide et les demandes de paiement. Toutefois, si après le dépôt de la demande le porteur constate une erreur, il convient d'alerter le service instructeur afin de procéder à une adaptation de la demande.

En effet, sauf à ce que le porteur apporte la preuve de sa bonne foi, les déclarations erronées seront qualifiées de fausse déclaration et passibles du dispositif de réduction et de sanction prévu par la réglementation européenne et rappelé ci-dessous. Cette réglementation pourra, en tant que de besoin, être complétée par un dispositif de sanction national.

Si lors de la demande de paiement, des montants éligibles sont inclus, l'aide versée sera calculée sur la base des montants éligibles et il lui sera appliqué une réduction égale au montant de l'écart avec l'aide calculée sur la base de la demande.

Si l'erreur de déclaration résulte d'une intention délibérée de la part du porteur, l'opération sera exclue du soutien du FEADER et tout montant déjà versé pour cette opération sera recouvré ; en outre le porteur sera exclu du bénéfice de l'aide au titre de la mesure 1.1 pendant l'année FEADER concernée et pendant la suivante.

En cas de cessation d'activité au cours de la réalisation du projet subventionné, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités.

15. Modification du projet

Vous ne pouvez pas modifier votre projet sans avoir, préalablement à la réalisation de cette modification, informé le service instructeur. Dans le cas contraire vous vous exposez à un refus de paiement pour non-conformité de la réalisation au projet initial. Les modifications apportées au projet peuvent donner lieu à une modification de la décision attributive initiale si elles sont acceptées par le service instructeur.

16. Contacts :

Pour toute demande s'adresser à :

**Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
de Bourgogne-Franche-Comté**
Service régional d'économie agricole (SREA)
4 bis, rue Hoche – BP 87865 – 21078 DIJON Cedex
Tél : 03 39 59 40 00

17. Documents annexes:

- Annexe 1 présentant la grille de sélection validée par le comité de suivi FEADER du 6 avril 2016 :

Critère de sélection	Modalités	Points
Qualité des organismes de formation ou OPCA/FAF et compétences de leur personnel de formation*	Adhésion à une démarche qualité orientée sur la formation	
	L'organisme de formation adhère à une démarche qualité orientée sur la formation	2
	L'organisme de formation est en cours d'adhésion à une démarche qualité orientée sur la formation	1
	L'organisme de formation n'est pas dans une démarche qualité orientée sur la formation	0
	Expérience des formateurs	
	Le(s) formateur(s) proposé(s) justifie(nt) d'une expérience de plus de 3 ans reconnue dans la thématique et en tant que formateur	4
	Le(s) formateur(s) proposé(s) justifie(nt) d'une expérience de plus d'un an jusqu'à 3 ans dans la thématique et/ou en tant que formateur	2
	Le(s) formateur(s) proposé(s) justifie(nt) d'une expérience de 1 an ou moins dans la thématique et/ou en tant que formateur	0

Cohérence et pertinence des propositions des organismes de formation et/ou OPCA/FAF en réponse aux appels à projets	Contenu de l'action	
	Le contenu répond aux attentes d'une ou plusieurs sous-thématiques de l'appel à projet	4
	Le contenu ne répond pas aux attentes des sous-thématiques de l'appel à projet	0
	Adéquation entre les besoins et l'action de formation	
	Le diagnostic sur lequel l'action se fonde est complet et l'action de formation permet de répondre aux besoins exprimés	4
	Le diagnostic sur lequel l'action se fonde est incomplet ou l'action de formation ne permet pas de répondre aux besoins exprimés	0
	Cohérence des modalités pédagogiques	
	Les moyens pédagogiques mis en œuvre sont cohérents à la fois avec le public ciblé et avec les besoins de formation sur la thématique	3
	Les moyens pédagogiques mis en œuvre ne sont pas cohérents avec le projet	0
	Efficiencia de l'action	
	Coût horaire de l'action proposée inférieure au coût moyen des actions proposées pour l'Appel à Projet, pour sa catégorie (action de formation en salle, OU incluant des visites/déplacements, OU sous forme d'ateliers/travaux pratiques)	4
	Coût horaire de l'action proposée supérieure de moins de 50% au coût moyen des actions proposées pour l'Appel à Projet, pour sa catégorie (action de formation en salle, OU incluant des visites/déplacements, OU sous forme d'ateliers/travaux pratiques)	2
	Coût horaire de l'action proposée supérieure de 50% ou plus au coût moyen des actions proposées pour l'Appel à Projet, pour sa catégorie (action de formation en salle, OU incluant des visites/déplacements, OU sous forme d'ateliers/travaux pratiques)	0

	Recrutement des stagiaires sur l'action de formation	
	Les modalités envisagées d'information de l'action de formation sont adaptées vis-à-vis du public cible	2
	Les modalités envisagées d'information de l'action de formation ne sont pas adaptées vis-à-vis du public cible	0
	Suivi pédagogique	
	Les moyens mis en œuvre pour le suivi des stagiaires à l'issue de la formation sont importants (suivi des stagiaires à 3 mois et à 6 mois, et évaluation...)	2
	Il n'y a pas de suivi pédagogique à l'issue de la formation (unique évaluation à chaud de la formation)	0

Les projets sont classés par ordre décroissant de notes totales et retenus dans cet ordre jusqu'à épuisement des crédits.

Tout projet obtenant une note inférieure ou égale à 8 est rejeté même si les crédits ne sont pas épuisés.